



HAL
open science

Désarmement pour le développement Un pari risqué sur la sagesse des hommes et de leurs institutions

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Désarmement pour le développement Un pari risqué sur la sagesse des hommes et de leurs institutions. La course aux armements, ECCAR, Oct 1997, Brest, France. hal-03659101

HAL Id: hal-03659101

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03659101>

Submitted on 4 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Désarmement pour le développement
Un pari risqué sur la sagesse des hommes et de leurs institutions

Jacques Fontanel

Conférence Economistes contre la course aux armements
Brest, 17 Octobre 1997

Les négociations sur le désarmement pour le développement font le pari selon lequel la course aux armements est dangereuse car tous les pays sont obligés d'augmenter leur effort de défense pour faire face aux effets de démonstration de leurs voisins ou adversaires qui ont procédé à une augmentation de leurs dépenses militaires. Comme tous les pays s'engagent dans cette voie, la sécurité nationale et internationale s'est plutôt dégradée dans un monde de plus en plus militarisé. En outre, les économies nationales en supportent des conséquences négatives en termes de production de biens civils. Cette procédure est donc intéressante en soi, mais elle occulte toutes les raisons des guerres, lesquelles ne surgissent pas uniquement sur la base de réflexions économiques ou de recherche de prédation. L'analyse économique met en évidence un intérêt économique certain mais mineur, mais elle ne pourra pas convaincre les Etats belliqueux pour des raisons aussi bien économiques, historiques ou religieuses de maintenir un niveau d'insécurité conséquent.

The disarmament for development negotiations bet that the arms race is dangerous because all countries are forced to increase their defence effort to meet the demonstration effects of their neighbors or adversaries who have increased their military spending. As all countries move in this direction, national and international security has rather deteriorated in an increasingly militarized world. Moreover, national economies are negatively affected in terms of the production of civilian goods. This procedure is therefore interesting in itself, but it obscures all the reasons for wars, which do not arise solely on the basis of economic considerations or the search for predation. The economic analysis highlights a certain but minor economic interest, but it will not be able to convince states that are bellicose for economic, historical or religious reasons to maintain a consistent level of insecurity.

Désarmement, développement, dépenses militaires, guerre, paix
Disarmament, development, military expenditures, war, peace

Influencé par le fameux dilemme "le beurre ou les canons", les économistes ont analysé les dépenses militaires comme des dépenses improductives. Le désarmement favorise alors le développement économique et social des Nations. Cette thèse a pourtant été contestée par plusieurs économistes (notamment List, Engels ou Sombart) et par les programmes des industries d'armement de l'Inde et du Brésil, fondés sur les politiques de l'import-substitution et des industries "industrialisantes". Autant dire que les dividendes du désarmement n'apparaissent plus comme une fatalité positive, mais comme une potentialité sujette, au moins à court terme, à des hypothèses restrictives. Jusqu'à une période récente, le désarmement n'a pas inspiré vraiment les économistes, et s'il y a des analyses souvent contradictoires de l'économie de l'armement (Fontanel, 1990), il n'existe pas vraiment de théorie économique du désarmement.

Les analyses économiques de la sécurité nationale sont très hypothétiques dans leurs développements et leurs conclusions. Il faut dire qu'elles ne peuvent se passer de l'interdisciplinarité et que la loi des grands nombres ne leur sont que très rarement applicables. Au fond, la défense nationale est inscrite dans le coeur même d'une économie politique appliquée aux Etats, mais ses fondements et ses conséquences dépassent, au moins à court terme, l'horizon conceptuel et le système des hypothèses d'analyse généralement retenues par les grands courants de la pensée économique. Quatre observations au moins viennent étayer cette analyse.

1) Pendant longtemps, les Etats-Unis ont été persuadés que l'un des buts de Staline et de ses successeurs était de pousser les pays à économie de marché à développer leurs dépenses improductives d'armement jusqu'à ce qu'ils déposent leur bilan. En fait, les deux puissances n'ont pas amélioré leur sécurité en augmentant simultanément leurs dépenses militaires.

2) La guerre est souvent synonyme de transformations profondes de la société. Elle n'a pas de fondement exclusivement économique, elle est inscrite dans la lutte pour le pouvoir ou les convictions religieuses ou idéologiques. La coexistence des deux systèmes économiques capitalistes et socialistes a longtemps été jugée impossible à long terme, car ils étaient à la fois impérialistes et antagoniques.

3) Les Etats doivent protéger leurs richesses sous peine d'être, à terme, privés de leurs droits sur la distribution mondiale des richesses. L'idée de base, c'est que les dépenses militaires accroissent la sécurité nationale qui elle-même est une condition du développement économique des Nations. En fait, l'influence de l'effort de défense est ambigu, car en même temps il réduit les investissements civils et il crée des distorsions indiscutables eu égard aux conditions d'une production efficiente. En situation de guerre, la défense investit l'ensemble de l'activité nationale. En situation de paix, à l'encontre des militaires qui répugnent à voir les impératifs de défense subordonnés à des considérations économiques, les gouvernants sont amenés à prendre en compte le nécessaire équilibre entre une dépense qui peut s'avérer paupérisante et le maintien, à terme, de la sécurité nationale.

4) Le désarmement est-il la cause ou la conséquence des facteurs économiques et sociaux ? Si le désarmement est une décision "discrète" (non économiquement déterministe), de nature politique, dans ces conditions la réduction des dépenses militaires est conçue comme une variable instrumentale ou exogène modifiant les conditions de la croissance économique. Si au contraire, les facteurs économiques conditionnent le processus de désarmement, celui-ci devient plutôt une conséquence d'un état de crise de la société provoqué notamment par l'insatisfaction des besoins de consommation nationale ou l'augmentation du taux de chômage.

Il semblerait que désarmement et développement exercent des relations simultanées, chacun étant à la fois cause et conséquence de l'autre. Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement.

Plusieurs facteurs nous incitent à considérer que les lendemains du désarmement actuel ne seront pas nécessairement pacifiques. En outre, les effets du désarmement ne peuvent pas être mesurés indépendamment des politiques économiques menées par les gouvernements. Une réduction volontaire des dépenses militaires ne peut pas se satisfaire d'un raisonnement de type *ceteris paribus*. La théorie du sous-développement comme produit du développement considère que la situation économique des pays du tiers monde est susceptible de se dégrader si, par exemple, les entreprises converties dans les pays développés viennent concurrencer les produits nationaux ou si elles n'achètent plus les matières premières qui formaient la plus grande partie de leurs ressources d'exportation. Une réduction des dépenses de recherche-développement militaire au profit du secteur civil peut conduire à un accroissement du "gap" technologique et, à terme, à un élargissement des inégalités économiques. Autrement dit, un désarmement mondial devrait modifier les conditions de la concurrence et du partage mondial des richesses. Cependant, l'analyse économique contemporaine ne permet pas de répondre clairement aux trois questions fondamentales de l'économie de la défense et donc de l'économie du désarmement:

- Quel choix opérer entre le beurre et le canon (c'est-à-dire quel est le coût d'opportunité des dépenses militaires en productions civiles) ?
- Quel est le pouvoir explosif (*bang for a buck*) d'un dollar (c'est-à-dire quelle est la puissance explosive d'un dollar dépensé dans la défense nationale) ?
- Combien faut-il dépenser et comment (c'est-à-dire quel est le niveau optimal des dépenses militaires, compte tenu des contraintes de sécurité présentes et à venir) ?

Ces questions sont d'ailleurs étroitement liées les unes aux autres, car le pouvoir explosif d'un dollar est une indication intéressante des sommes à engager pour la défense nationale dans une situation de rareté relative. Les économistes se préoccupent principalement de la première et de la troisième questions. De nombreux mythes entourent les réflexions sur les dividendes de la paix, qui sont réputés importants, capables de résoudre les problèmes économiques et sociaux des pays malgré quelques coûts et difficultés de structures conjoncturels.

Dès le début des années 50, le général Omar N. Bradley, alors chef du Veterans Committee affirmait que "les plus grands ennemis de la démocratie ne sont pas les comploteurs clandestins" dit-il "mais le chômage, la faim,... le cycle mortel de booms et de crises...". Pourtant, la géopolitique de la guerre froide était basée sur l'idée selon laquelle la rivalité entre le capitalisme et le socialisme devait s'achever par la disparition d'un des deux systèmes économiques. L'idée selon laquelle la sécurité doit être assurée avec le minimum d'armes, sur la base de l'équilibre de la menace, commence à ne plus être jugée subversive. La question de savoir s'il s'agit d'un véritable processus de désarmement rationnel, durable, fondé sur l'idée selon laquelle il existe à la fois un gaspillage des ressources rares et une sécurité internationale qui n'est plus vraiment (ou mieux) assurée par les dépenses militaires n'a pas encore de réponse claire et elle fait encore l'objet de débats contradictoires.

En 1995, après l'idée sans doute farfelue de Fukuyama annonçant « la fin de l'histoire » avec l'essor de la démocratie, de la globalisation économique, des interdépendances et de l'élimination progressive des comportements belligères, la question porte d'abord sur les inégalités entre les économies nationales et plus généralement sur les effets de domination des firmes multinationales de plus en plus riches et de plus en plus ouvertes à la recherche du système du « moins disant ». Dans ce contexte, les questions démocratiques peuvent se poser, avec une information de plus en plus contrôlée par les grands médias, eux-mêmes contrôlés par les puissances d'argent ou par les gouvernements autocrates. De fait, la démocratie risque de se transformer en ploutocratie appliquée partout où l'économie de marché constitue le fondement ultime de toutes les actions économiques et sociales.

Il n'empêche, la question du désarmement pour le développement est posée par l'Organisation des Nations Unies, soutenue, au moins en façade, par les grandes puissances du Conseil de sécurité. Plusieurs études ont été engagées depuis 15 ans sur cette question, mais d'un point de vue politique rien n'a changé, même si un désarmement s'amorce avec la crise qui frappe les industries d'armement de la Russie. Les économistes s'interrogent parfois sur les effets des dépenses militaires sur les économies, avec souvent des résultats contradictoires. L'analyse macroéconomique des dépenses militaires est souvent examinée sur la base de leurs effets sur le PIB, l'investissement, l'emploi, la balance commerciale, l'inflation, la recherche-développement et plus généralement le développement économique. Globalement, il est souvent mis en évidence l'effet négatif de l'effort militaire sur l'investissement civil national des pays développés, l'essor des technologies de type « labour saving » peu favorables au plein emploi et les tensions inflationnistes dues à la fois à l'augmentation de la demande et à une hausse des prix plus élevée dans un secteur militaire à la recherche des armes technologiquement nouvelles.

Les simulations macroéconomiques mondiales, notamment de de Leontiev-Duchin, mettent en évidence des effets positifs d'un désarmement bien contrôlé, accepté par toutes les Parties. Cette hypothèse est pourtant difficile à concevoir, eu égard aux différences de puissance militaire des pays. Ainsi, s'il est demandé une réduction de l'effort concernant la dissuasion nucléaire, les Etats-Unis et la Russie qui disposent d'importants stocks d'armement peuvent le faire, tout en développant de nouvelles technologies plus performantes stratégiquement. Pour un pays comme la France, fondée sur la « dissuasion du faible au fort », une réduction de son arsenal nucléaire équivaut à un quasi désarmement nucléaire.

Il existe deux types d'analyse complémentaires, la simulation de modèles économiques plus ou moins complexes et les réflexions de politique économique fondée sur les actions à entreprendre dans le cadre d'un désarmement plus ou moins généralisé, selon les accords éventuels. Pour la France, nous avons construit dans le cadre d'une réflexion commanditée par l'ONU, nous avons

construit un modèle simple portant sur des séries chronologiques, qui montre un effet faiblement positif sur le PIB consécutif à un processus de désarmement progressif. Cet impact semble être provoqué par la réduction des tensions inflationnistes qui naissent de l'effort d'armement et par l'augmentation sensible de l'investissement civil national.

Les dépenses militaires ont une double nature : en tant que dépenses publiques, elles exercent des effets importants sur la demande globale et elles sont donc susceptibles d'exercer des effets positifs sur le multiplicateur keynésien ; en tant que dépenses militaires stricto sensu, elles doivent être analysées en comparaison avec les autres formes de dépenses publiques ou privées. Dans ces conditions, les dépenses militaires ont un coût d'opportunité assez élevés, notamment lorsque, en situation proche du plein emploi, elles réduisent les potentiels des investissements publics et privés destinés à la production.

Pour le Royaume-Uni, sur la base partir du modèle CGP (Cambridge Growth Project) de l'Université de Warwick, Paul Dunne et Ron Smith réalisent plusieurs simulations de l'impact d'un désarmement sur l'économie britannique. Ils concluent que le désarmement exprimé en termes de réduction des dépenses militaires représente plus une opportunité qu'un problème économique.

Pour les Etats-Unis, Ward et Davis mettent en évidence les effets multiplicateurs des dépenses gouvernementales militaires et civiles sur l'économie américaine et ils mettent en évidence les effets contradictoires des dépenses militaires selon la taille des dépenses de défense dans l'économie et l'importance de l'effort militaire dans le budget de l'Etat. Le poids important des dépenses militaires constitue un fardeau pour l'économie américaine, au moins à court terme, alors que les autres dépenses publiques exercent des effets plutôt positifs.

Pour Lawrence Klein, une procédure de désarmement a une incidence nécessairement positive sur l'économie américaine. La production de biens de capital civil est très utile lorsqu'elle se substitue aux productions militaires, parce que la première engendre de nouveaux flux de revenus, alors que les secondes sont utilisées pour assurer une défense nationale dont on connaît mal l'intensité de la menace. Les armes sont fabriquées pour être détruites (en cas d'utilisation) ou pour attendre sagement l'obsolescence (en cas de réussite de la dissuasion). Ainsi une autoroute aura une utilité qui dépasse largement la période de la dépense et favorise l'expression d'autres services. Pour les matériels militaires, la première condition n'est pas toujours assurée, alors que la seconde ne l'est qu'accessoirement.

En conclusion, il semble que l'impact des dépenses militaires sur les économies nationales développées n'a qu'un rôle légèrement positif, surtout en période de sous-emploi, mais que ses coûts d'opportunité à court terme sont élevés. A court terme, l'effort de défense ne constitue pas le meilleur investissement économique, ce qui peut expliquer partiellement l'érosion progressive de la compétitivité des pays qui maintiennent, sur de longues

périodes, un niveau élevé de dépenses militaires. Il faut aussi distinguer les pays producteurs d'armement qui peuvent recevoir parfois des effets positifs ou négatifs d'un processus de désarmement), les grandes puissances (susceptibles. De recevoir les avantages de leurs effets de domination, notamment militaires) ou les puissances moyennes dans leurs aspirations à maintenir une sécurité nationale suffisante. Il faut noter cependant que les investissements militaires sont souvent engagés après d'importantes études de recherche-développement qui peuvent à terme servir au domaine civil. Il n'y a donc pas toujours de retour économique immédiat à l'effort de défense, mais il peut en être différemment à plus long terme. Certains efforts de recherche militaires ne permettent pas d'améliorer la bougie ou le papier, ils tendent plutôt à faire des sauts épistémologiques qui conduisent à l'électricité ou aux enregistrements informatiques.

Dans le cadre du système politico-économique mis en place, les dépenses militaires se présentent comme le prix à payer à l'assurance de la paix. La question qui se pose est de savoir si le prix payé suffit à convaincre d'éventuels ennemis de l'inintérêt d'une attaque militaire. Sur ce point, il y a un pari qui est fait sur la paix, au prix payé pour sa propre sécurité ou en lien avec des alliances militaires qui constituent une assurance complémentaire qui parfois est plus importante que celle délivrée par ses propres dépenses de défense.

Pour les pays en voie de développement, le dilemme entre la sécurité nationale et la trappe de la pauvreté est toujours bien présent. Les analyses économétriques semblent indiquer que les dépenses militaires tendent à être déterminées de manière relativement autonome par rapport à la croissance de l'économie, sauf en ce qui concerne les exportateurs de pétrole, dont l'analyse dans le camp du tiers-monde porte surtout sur les inégalités de revenus et de patrimoines considérables entre les habitants, nationaux ou non. Le désarmement pour le développement sont deux objectifs essentiels de notre temps. La question est de savoir s'il est encore judicieux de les lier.

Le désarmement pour le développement est habituellement analysé d'une part en l'absence de tout transfert international des ressources épargnées par le désarmement et d'autre part dans le cadre d'une aide accrue en faveur des pays les plus démunis. Dans les pays aux ressources -naturelles rares, il existe trois effets de substitution principaux : temporel (choix entre le présent et l'avenir), sectoriel (choix entre les sphères militaires et civiles) et catégoriel (avec l'effet d'éviction de l'investissement civil provoqué par les dépenses de défense).

Pour les pays qui n'ont pas d'industrie d'armement, les effets d'une réduction des dépenses militaires non compensée par une dépense au moins égale au maintien de l'ordre intérieur ou par l'achat de produits de luxe importés, sont positifs, même à court terme, car ils favorisent une utilisation plus efficace des ressources rares, à condition que la paix soit bien au rendez-vous. Pour les producteurs d'armes, une procédure de désarmement peut avoir des effets pervers, notamment pour les régions et les industries directement concernées par les activités industrielles de l'armement. La question est analysée différemment si

l'effort de réduction des dépenses militaires est, en même temps, accompagné par l'assistance économique d'un pays développés lui-même en situation de désarmement. Pour Léontieff et Duchin, le transfert des ressources vers les pays en développement favorise indiscutablement leur développement économique ? Le désarmement pour le développement constitue donc une procédure favorable à la lutte mondiale contre la pauvreté. Ces résultats, pour spectaculaires qu'ils paraissent pour les pays sous-développés faiblement peuplés n'en sont pas moins statistiquement faiblement significatifs.

Le modèle mondial MULTIMOD du Fonds Monétaire International considère que les bénéfices à long terme consécutifs à la réduction homogène des dépenses militaires de 20% sont importants et largement répartis, notamment si un contrôle des ventes d'armes est institué au même titre que une aide militaire pour les pays les moins dotés. Le désarmement requiert une série de décisions importantes concernant les priorités politique nationales, l'ordre économique mondial, la nature du développement, l'importance du progrès technologique susceptible d'être développée dans une société moins militarisée, la gestion de l'environnement naturel et la répartition plus égalitaires des ressources économiques.

Toutes ces études et réflexions intègre une hypothèse lourde : a-t-on besoin des armes pour la sécurité de tous les pays ? Si toutes les Nations prônent la paix, alors à quoi servent les armes ? La question de l'importance des armes nécessaires à la dissuasion d'une attaque d'un pays n'est pas résolue facilement. Qu'est-ce que la sécurité, et comment l'exprimer en termes militaires ou civils ? Les gouvernants s'engagent dans cette recherche de sécurité en fonction de leurs moyens économiques, mais aussi diplomatiques ? Le militarisme apparaît avec le système des Etats, l'armée étant souvent présentée comme le symbole de l'unité nationale. Il naît des conflits d'intérêt et de la croyance dans les solutions violentes.

Aujourd'hui, malgré tous les efforts pour croire en une paix durable, celle que les économistes néo-classiques envisagent avec la mondialisation de l'économie de marché, le processus de désarmement n'est pas assis sur un socle solide, d'abord parce que les inégalités croissantes entre les Etats en termes de puissance économique et militaire n'ont pas été réduites significativement et que toute période de crise constitue aussi une menace pour la paix. Les effets de domination pour un usage intensif de la prédation restent encore bien présents par gouvernements interposés. Rappelons enfin que les conflits armés n'ont pas besoin de raisons économiques pour se déclarer. Le goût des gouvernants pour la puissance de leur Etat, les griefs historiques jamais soldés, les considérations religieuses sont autant de facteurs potentiels de conflits qui n'ont pas été éliminés.

Bibliographie

- Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble
- Barre, R., Fontanel, J. (1991) *Principes de politique économique*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Boyer, R., Drache, D. (1996), *States Against Markets. The limits of organization*, Routledge, New York.
- Brito, D., Intriligator, M. (1995) Arms races and proliferation, *Handbook of Defence Economics*, Elsevier.
- Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military Expenditure Comparison, *Peace, Defence and Economic Analysis*, Mc Millan Press, London.
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement*, Fondation pour les Etudes de défense nationale 7.
- DiRuzza, R., Fontanel, J. (1995), *Dix débats de l'économie politique*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble
- Eisner, R. (1994), *The Misunderstood Economy*, Harvard Business School, Boston
- Fontanel, J. (1982), Military Expenditures and Economic Growth (France, Morocco), *Report for United Nations*.
- Fontanel, J., Saraiva-Drummond, J. (1986), L'industrie d'armement comme vecteur du développement économique, *Etudes Polémologiques*, n° 40,
- Fontanel, J. (1986), The International Disarmament Fund for Development, *Disarmament*, UNO, New York.
- Fontanel, J. (1989), Defence costs and budgeting in France, *Franco-British Defence Co-operation. A New Entente Cordiale*, Routledge, London,
- Fontanel, J., Ward, M. (1990) Les exportations d'armes et la croissance économique. L'exemple de la France. *Arès, Défense et Sécurité*, Grenoble, Lyon 1990.
- Fontanel, J. (1991) Incidences pour les pays en voie de développement de la procédure de désarmement entre l'Est et l'Ouest, "*Dimensions économiques des négociations et accords sur le désarmement*", UNIDIR.
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble
- Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military Expenditures, Armaments, and Disarmament *Defence and Peace Economics* 4(1),
- Fontanel, J. (1994), The economics of disarmament, a survey, *Defence and Peace Economics* 5(2).
- Fontanel, J. (1995), Economics of Disarmament, in *Handbook of Defence Economics*, North Holland, Amsterdam.
- Fontanel, J. (1995), Le désarmement pour le développement, *Les dépenses militaires et le désarmement*, Publisud, Paris.
- Fontanel, J., Hébert, J-P. (1997), The end of the French Grandeur policy", *Defence and Peace Economics*, Vol. 8,
- Fukuyama, F. (1989), The end of History, *The Public Interest*, Washington.
- Krugman, P. (1994), Competitiveness, a dangerous obsession, *Foreign Affairs* 73(2).
- Kaldor M. (1981), *The Baroque Arsenal*, New York : Hill and Wang.
- Kennedy, P. (1995), *The rise and fall of the Great powers*, Random House, New York.
- Leontieff, L., Duchin, F. (1980) *Worldwide implications of a limitation on military spending*, Rapport pour l'ONU, New York.

Martin, S., Smith, R., Fontanel, J., de Haan, H. (1987) Time-series estimates of the macroeconomic impact of defence spending in France and the UK, in *Peace, defence and economic analysis*, McMillan, London.

Olson, M. and Zeckhauser, R., (1966) 'An economic theory of alliances', *Review of Economics and Statistics*, 48(3), 266-279.

ONU (1983), *Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires*. ONU F.83.IX.2.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research* 2(3).

UNIDIR (1986), *Establishment of an International Disarmament Fund*, UNIDIR, Geneva.

UNO (1981), *Study on the relationship between disarmament and development*, New York,